

www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

DÉCISION

N° 2018/38

ATTRIBUTION DU MARCHÉ 2018-015 RELATIF À L'ÉTUDE TECHNIQUE AVANT TRAVAUX SUR LES ANCIENS ATELIERS ET LA SALLE DE SPORTS

Le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Département du Pas de Calais,

Considérant le besoin de procéder à l'extension des bâtiments du Centre de Gestion du Pas-de-Calais,

Considérant le besoin de faire appel à un prestataire externe dans le cadre de l'étude technique avant travaux sur les anciens ateliers et la salle de sports,

En vertu de la délibération du Conseil d'Administration du 03 juillet 2014 lui donnant délégation de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui peuvent être réglementairement passés sans formalité préalable en raison de leur montant lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

DÉCIDE d'attribuer à la société BA-Bat domiciliée à RUITZ (ZI – 980 avenue Charles Pecqueur – 62620 RUITZ), le marché relatif à l'étude technique avant travaux sur les anciens ateliers et la salle de sports.

PRÉCISE :

- qu'il s'agit d'un marché de prestations intellectuelles passé en procédure adaptée en application de la législation en vigueur sur la commande publique,
- que la société BA-Bat s'engage à effectuer la prestation dans un délai de 30 jours à compter de la notification du marché par le Centre de Gestion,
- que le coût de la prestation est fixé à 42 500,00 € HT,
- que le marché porte la référence 2018-015.

La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil d'Administration, lors de sa prochaine réunion.

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS
Direction de la citoyenneté
et de la légalité

- 3 DEC. 2018

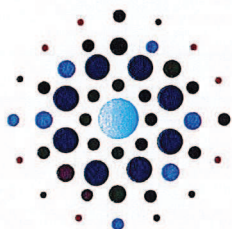
ARRIVÉE

Fait à BRUAY LA BUISSIÈRE, le 29 novembre 2018

Le Président,



Bernard CAILLIAU



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

DÉCISION

N° 2018/39

AVENANT AU MARCHÉ 2018-002 RELATIF A L'ENTRETIEN ET LA RÉPARATION DES CHÉNEAUX

Le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Département du Pas de Calais,

Considérant le marché 2018-002 relatif à l'entretien et la réparation des chéneaux signé avec la société SOPREMA le 09 avril 2018 pour une durée de 3 ans,

Considérant le fait que le nettoyage des chéneaux du bâtiment annexe situé à Bruay-la-Buissière, 220 avenue de la Libération, n'a pas été pris en compte dans le marché initial,

Considérant qu'il convient d'inclure le nettoyage des chéneaux de ce bâtiment au marché en cours.

En vertu de la délibération du Conseil d'Administration du 03 juillet 2014 lui donnant délégation de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui peuvent être réglementairement passés sans formalité préalable en raison de leur montant lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

DÉCIDE de signer un avenant avec la société SOPREMA pour le nettoyage des chéneaux du bâtiment annexe situé à Bruay-la-Buissière, 220 avenue de la Libération.

PRÉCISE que le coût de la prestation est fixé à 550,00 € HT, soit 660,00 € TTC.

La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil d'Administration, lors de sa prochaine réunion.

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS
Direction de la citoyenneté
et de la légalité

- 4 DEC. 2018

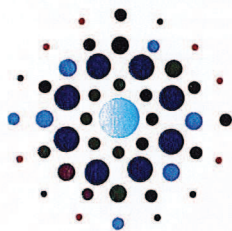
ARRIVÉE

Fait à BRUAY LA BUISSIÈRE, le 22 novembre 2018



Le Président,

Bernard CAILLIAU



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

DÉCISION

N° 2018/40

RENOUVELLEMENT CONTRAT DE MAINTENANCE VMWARE

Le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Département du Pas de Calais,

Considérant la nécessité du système de virtualisation des serveurs du Centre de Gestion,

Considérant la nécessité d'assurer les mises à jour, le support et les évolutions logicielles de ce système,

Considérant que le contrat de maintenance VMWARE signé entre le Centre de Gestion et la société CHEOPS arrive à terme le 13 octobre 2018,

En vertu de la délibération du Conseil d'Administration du 03 juillet 2014 lui donnant délégation de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui peuvent être réglementairement passés sans formalité préalable en raison de leur montant lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

DÉCIDE de contracter un nouveau contrat prenant effet au 14 octobre 2018 pour une durée d'une année,

PRÉCISE que le montant annuel de ce contrat de maintenance s'élève à la somme de 1 117.63€ TTC (931.36€ HT).

La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil d'Administration, lors de sa prochaine réunion.

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS
Direction de la citoyenneté
et de la légalité

- 4 DEC. 2018

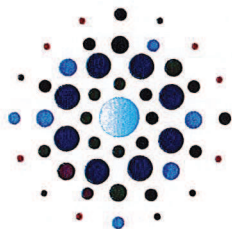
ARRIVÉE

Fait à BRUAY LA BUISSIÈRE, le 11 octobre 2018



Le Président,

Bernard CAILLIAU



DÉCISION

N° 2018/41

RENOUVELLEMENT CONTRAT DE MAINTENANCE ARCSERVE

Le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Département du Pas de Calais,
Considérant la nécessité du système de sauvegarde assuré par le logiciel ARCSERVE du Centre de Gestion,
Considérant la nécessité d'assurer les mises à jour, le support et les évolutions logicielles de ce système,
Considérant que le contrat de maintenance ARCSERVE signé entre le Centre de Gestion et la société CHEOPS arrive à terme le 10 octobre 2018,

En vertu de la délibération du Conseil d'Administration du 03 juillet 2014 lui donnant délégation de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui peuvent être réglementairement passés sans formalité préalable en raison de leur montant lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

DÉCIDE de contracter un nouveau contrat prenant effet au 13 octobre 2018 pour une durée de trois années,

PRÉCISE que le montant trisannuel de ce contrat de maintenance s'élève à la somme de 6 146.09€ TTC (5 121.74€ HT).

La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil d'Administration, lors de sa prochaine réunion.

Fait à BRUAY LA BUISSIÈRE, le 11 octobre 2018

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS
Direction de la citoyenneté
et de la légalité

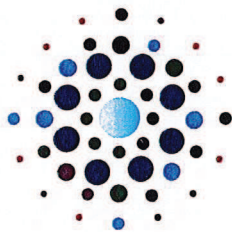
- 4 DEC. 2018

ARRIVÉE



Le Président,

Bernard CAILLIAU



cdg 62

www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

DÉCISION

N° 2018/42

RENOUVELLEMENT CONTRAT DE MAINTENANCE AVEC LA SOCIÉTÉ DMS

Le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Département du Pas de Calais,

Considérant la nécessité du guichet d'impression « PRINEO », à l'ensemble des services du Centre de Gestion pour l'impression des documents,

Considérant la nécessité d'assurer les mises à jour et les évolutions logicielles de notre outil de guichet d'impressions,

Considérant que le contrat de maintenance annuelle signé entre le Centre de Gestion et la société DMS sous l'égide de l'UGAP arrive à terme le 9 novembre 2018,

En vertu de la délibération du Conseil d'Administration du 03 juillet 2014 lui donnant délégation de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui peuvent être réglementairement passés sans formalité préalable en raison de leur montant lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

DÉCIDE de contracter un nouveau contrat prenant effet au 10 novembre 2018 pour une durée d'une année,

PRÉCISE que le montant annuel de ce contrat de maintenance s'élève à la somme de 2 277.47€ TTC (1 897.89€ HT).

La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil d'Administration, lors de sa prochaine réunion.

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS
Direction de la citoyenneté
et de la légalité

- 4 DEC. 2018

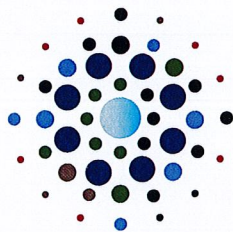
ARRIVÉE

Fait à BRUAY LA BUISSIÈRE, le 9 novembre 2018



Le Président,


Bernard CAILLIAU



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

DÉLIBÉRATION

2018/67

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS
Direction de la citoyenneté
et de la légalité

8 JAN. 2019

ASSURANCES STATUTAIRES

ATTRIBUTION DU LOT N°2

ARRIVÉE

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Vendredi 21 Décembre 2018 à 9 heures, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de Monsieur Bernard CAILLIAU, Président du CDG 62.

Cette réunion du Conseil d'Administration s'est tenue suite au report de celle organisée le Jeudi 13 Décembre 2018 faute de quorum.

La secrétaire de séance désignée est Madame Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN.

♦ Etaient présents :

M. Bernard CAILLIAU, Maire de LABUISSIÈRE – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BEE, Maire de ZUDAUSQUES – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Joël DUQUENOY, Conseiller Municipal à ARQUES – M. Jean-Luc FAY, Conseiller Communautaire à TERNOIS COM. – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Freddy BLOQUET, Maire de SIRACOURT.

♦ Etaient absents ou excusés :

M. Philibert BERRIER, Maire d'AUCHEL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Pascal BAROIS, Maire de LILLERS – Mme Sabine VAN HEGHE, Adjointe au Maire de DOURGES – M. Walter KAHN, Maire de CUCQ – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Serge JANQUIN, Adjoint au Maire de BRUAY-LA-BUISSIÈRE – M. Jean-Marie POHIER, Adjoint au Maire de MARLES-LES-MINES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Claude BACHELET, Maire de CROISSETTE – M. Ludovic GUYOT, Conseiller Municipal à CALONNE-RICOUART – M. Michel LARDEZ, Adjoint au Maire de LIEVIN – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Pierre BELLANGER, Conseiller Municipal à LE TOUQUET – M. Sébastien HENQUENET, Maire de FAMECHON – M. Dominique DELECOURT, Président du SIVOM de l'Artois – M. Jean-Jacques HILMOINE, Conseiller Communautaire à la Communauté de Communes du Haut-Pays Montreuillois.



Monsieur le Président rappelle que par délibération du 19 octobre 2018, le Conseil d'Administration s'est prononcé sur la relance de la procédure d'appel d'offres pour le lot 2 du contrat groupe, qui concerne les collectivités et établissements de 11 à 30 agents CNRACL.

Au terme de la procédure, il appartient désormais à la Commission d'Appel d'Offres de retenir l'attributaire du lot 2 concerné. Il importe également de préciser que les collectivités et établissements publics demeurent bien entendu libres d'adhérer ou de ne pas adhérer à l'offre présentée.

La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie le 13 décembre 2018 afin d'entendre le rapport de présentation d'analyse des offres, réalisé conjointement par les services du Centre de Gestion et le Cabinet BACS.

A l'issue, la Commission d'Appel d'Offres a décidé de retenir l'offre présentée par SOFAXIS-CNP. En annexe à la présente, est joint le tableau des garanties et des taux proposés.

Le Président propose donc de prendre connaissance du choix opéré par la Commission d'Appel d'Offres, et de l'autoriser à signer les actes relatifs à l'attribution du lot précité à SOFAXIS-CNP pour les garanties et les taux proposés.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *PREND ACTE* de l'attribution par la Commission d'Appel d'Offres du lot 2 du contrat groupe "assurances statutaires" à SOFAXIS-CNP pour les garanties et les taux proposés.
- ♦ *AUTORISE* le Président à signer tous les actes relatifs à l'attribution du lot 2 du contrat groupe « assurances statutaires » à SOFAXIS-CNP pour les garanties et les taux proposés.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 21 décembre 2018



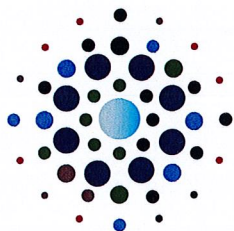
Le Président,


Bernard CAILLIAU

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS
Direction de la citoyenneté
et de la légalité

- 8 JAN. 2019

ARRIVÉE



cdg 62

www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS
Direction de la citoyenneté
et de la légalité

8 JAN. 2019

CONTRAT GROUPE ASSURANCE STATUTAIRE

ARRIVÉE

**BON DE
COMMANDE**

COURTIER : SOFAXIS

ASSUREUR : CNP

Assurance Risques Statutaires des agents relevant de la CNRACL Collectivités et établissements publics de 11 à 30 agents CNRACL (LOT 2)

Commune de ou établissement public :

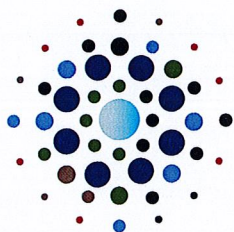
Risques statutaires CNRACL	Taux de la garantie en %	Garanties retenues par la collectivité ou l'établissement
Décès	0.18 %	
Accident de travail avec :		
Franchise à 0 jour	1.46 %	
Franchise à 15 jours en absolue	1.16 %	
Longue Maladie/Longue durée	2.02 %	
Maternité / Paternité / Adoption	0.52 %	
Maladie Ordinaire avec :		
Franchise à 0 jour	3.41 %	
Franchise à 10 jours en absolue	2.22 %	
Franchise à 10 jours en relative	2.73 %	
Franchise à 15 jours en absolue	1.81 %	
Franchise à 15 jours en relative	2.66 %	
Franchise à 30 jours en absolue	1.26 %	
Franchise à 30 jours en relative	2.22 %	
Total des taux retenus par la collectivité ou l'établissement Servant de base au calcul de la cotisation		%

Périodicité de règlement : (indiquer votre choix par une X dans la case correspondante)

- Annuelle		- Semestrielle		- Trimestrielle	
------------	--	----------------	--	-----------------	--

Fait àle.....
Le Maire ou le Président,

(Cachet et signature)



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

DÉLIBÉRATION

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS
Direction de la citoyenneté
et de la légalité

2018/68

- 8 JAN. 2019

ARRIVÉE

REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)

COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA)

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Vendredi 21 Décembre 2018 à 9 heures, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de Monsieur Bernard CAILLIAU, Président du CDG 62.

Cette réunion du Conseil d'Administration s'est tenue suite au report de celle organisée le Jeudi 13 Décembre 2018 faute de quorum.

La secrétaire de séance désignée est Madame Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN.

♦ Etaient présents :

M. Bernard CAILLIAU, Maire de LABUISSIÈRE – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BEE, Maire de ZUDAUSQUES – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Joël DUQUENOY, Conseiller Municipal à ARQUES – M. Jean-Luc FAY, Conseiller Communautaire à TERNOIS COM. – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Freddy BLOQUET, Maire de SIRACOURT.

♦ Etaient absents ou excusés :

M. Philibert BERRIER, Maire d'AUCHEL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Pascal BAROIS, Maire de LILLERS – Mme Sabine VAN HEGHE, Adjointe au Maire de DOURGES – M. Walter KAHN, Maire de CUCQ – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Serge JANQUIN, Adjoint au Maire de BRUAY-LA-BUISSIÈRE – M. Jean-Marie POHIER, Adjoint au Maire de MARLES-LES-MINES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Claude BACHELET, Maire de CROISSETTE – M. Ludovic GUYOT, Conseiller Municipal à CALONNE-RICOUART – M. Michel LARDEZ, Adjoint au Maire de LIEVIN – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Pierre BELLANGER, Conseiller Municipal à LE TOUQUET – M. Sébastien HENQUENET, Maire de FAMECHON – M. Dominique DELECOURT, Président du SIVOM de l'Artois – M. Jean-Jacques HILMOINE, Conseiller Communautaire à la Communauté de Communes du Haut-Pays Montreuillois.



Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20 ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88 ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié, prévoyant les équivalences entre les corps de la Fonction Publique d'Etat et les cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 modifié, listant les congés ouvrant droit au maintien des primes dans la Fonction Publique d'Etat ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié, portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 29 juin 2015 modifié, pris pour l'application au corps des **administrateurs civils** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 13 juillet 2018 modifié, pris pour l'application au corps des **médecins inspecteurs de santé publique** relevant du ministère des affaires sociales des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 modifié, pris pour l'application au corps des **attachés d'administration** relevant du Ministère de l'Intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 modifié, pris pour l'application aux corps des **secrétaires administratifs** relevant du Ministère de l'Intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 modifié, pris pour l'application aux corps des **adjoints administratifs** relevant du Ministère de l'Intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 28 avril 2015 modifié, pris pour l'application aux corps des **adjoints techniques** relevant du Ministère de l'Intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2016 modifié, pris pour l'application au corps des **adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage** relevant du Ministère de la Culture des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu la circulaire du 3 avril 2017 relative à la mise en place du RIFSEEP dans la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la circulaire du Préfet du Pas-de-Calais en date du 21 novembre 2018 sur les avantages collectivement acquis ;

Vu la saisine du Comité Technique de service du Centre de Gestion ;

Considérant que le RIFSEEP est composé de deux parties :

- l'**Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE)** qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle. Chaque cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :
 - Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
 - Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
 - Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.
- le **Complément Indemnitaire Annuel (CIA)** est une prime facultative intégrée au RIFSEEP qui permettra de reconnaître spécifiquement l'engagement professionnel et à la manière de servir des agents.

Considérant qu'il convient de prendre en compte, pour l'application du RIFSEEP, des précisions apportées par le Préfet du Pas-de-Calais sur les avantages collectivement acquis ;

Monsieur le Président invite le Conseil d'Administration, pour **l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE)**, à :

- ✗ *METTRE EN PLACE* selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat l'IFSE aux :

- agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel
- agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel

Les agents contractuels de droit privé sont exclus du dispositif.

- ✗ *PRECISER* que la détermination des groupes de fonctions et des montants maxima se fera comme suit :

Chaque part de l'IFSE correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-après et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des administrateurs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	DGS > 10 ans d'ancienneté	49 980,00€
Groupe 2	DGS < 10 ans d'ancienneté	46 920,00€
Groupe 3	DGA	42 330,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des médecins territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Médecin de prévention coordinateur	43 180,00€
Groupe 2	Médecin de prévention	38 250,00€
Groupe 3	Médecin collaborateur	29 495,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des attachés territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	DGA	36 210,00€
Groupe 2	DRH	32 130,00€
Groupe 3	Responsable de service	25 500,00€
Groupe 4	Juriste, gestionnaire assurances statutaires, autres...	20 400,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	17 480,00€
Groupe 2	Responsable d'arrondissements, responsable de filières, responsable des instances paritaires, responsable de la paie	16 015,00€
Groupe 3	Chargé de communication, autres...	14 650,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service, Responsable d'arrondissements	11 340,00€
Groupe 2	Gestionnaire carrières, gestionnaire concours, gestionnaire retraites, gestionnaire Bourse de l'emploi, secrétaire du Comité Médical, secrétaire de la Commission de Réforme, secrétaire de direction, autres...	10 800,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des agents de maîtrise territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	11 340,00€
Groupe 2	Agent polyvalent, agent d'entretien, reprographe, factotum, autres...	10 800,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	11 340,00€
Groupe 2	Agent polyvalent, agent d'entretien, reprographe, factotum, autres...	10 800,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints du patrimoine territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	11 340,00€
Groupe 2	Gestionnaire archives	10 800,00€

× *PRECISER* que le réexamen du montant de l'IFSE se fera selon les modalités suivantes :

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

1. en cas de changement de fonctions
2. au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures, l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation, ...)
3. en cas de changement de grade à la suite d'une promotion

× *PRECISER* que les modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE seront les suivants :

En cas de congé de maladie ordinaire, un abattement de 1/30^{ème} du régime indemnitaire par journée d'absence sera effectué.

Conformément à la circulaire du Préfet du Pas-de-Calais, en date du 21 novembre 2018, sur les avantages collectivement acquis, la prime annuelle d'un montant de 1 080,00€ (pour un agent à temps plein) versée en deux fois (2/3 en juin et 1/3 en novembre) ne peut être maintenue qu'en incluant son montant dans la part d'IFSE du RIFSEEP. La prime annuelle ne subissait aucun dégrèvement. Une prime « plancher » de 90€ par mois sera désormais garantie aux agents.

Pendant les congés annuels, les congés pour maternité, les congés pour paternité, les congés d'accueil de l'enfant pour adoption ou en cas d'hospitalisation de l'agent ; cette indemnité sera maintenue intégralement.

En cas de congé de longue maladie, longue durée ou grave maladie, le versement de l'IFSE est suspendu.

× *AUTORISER* la périodicité du versement de l'IFSE comme suit :

Elle sera versée mensuellement.

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

× *PRECISER* que les montants maxima évolueront selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

× *PRECISER* que les dispositions relatives à la mise en œuvre de l'IFSE prendront effet au 1^{er} janvier 2019.

× *PRECISER* que l'attribution de l'IFSE fera l'objet d'arrêtés individuels.

- × *PRECISER* que l'IFSE est exclusif, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature, mais est en revanche cumulable avec :
 - L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
 - Les dispositifs d'intéressement collectif,
 - Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : indemnité compensatrice, indemnité différentielle, GIPA, ...),
 - Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...),
 - La prime de responsabilité versée au DGS
- × *PRECISER* que les crédits seront prévus et inscrits au budget, chapitre 012.

Monsieur le Président invite le Conseil d'Administration, pour **le Complément Indemnitaire Annuel (CIA)**, à :

- × *METTRE EN PLACE* selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat le **Complément Indemnitaire Annuel (CIA)** aux :
 - agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel
 - agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel

Les agents contractuels de droit privé sont exclus du dispositif.

- × *PRECISER* que la détermination des groupes de fonctions et des montants maxima se fera comme suit :

Chaque part du CIA correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-après et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des administrateurs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	DGS > 10 ans d'ancienneté	8 820,00€
Groupe 2	DGS < 10 ans d'ancienneté	8 280,00€
Groupe 3	DGA	7 470,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des médecins territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Médecin de prévention coordinateur	7 620,00€
Groupe 2	Médecin de prévention	6 750,00€
Groupe 3	Médecin collaborateur	5 205,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des attachés territoriaux		Montants annuels maxima
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	DGA	6 390,00€
Groupe 2	DRH	5 670,00€
Groupe 3	Responsable de service	4 500,00€
Groupe 4	Juriste, chargé de mission, autres...	3 600,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	2 380,00€
Groupe 2	Responsable d'arrondissements, responsable de filières, responsable des instances paritaires, responsable de la paie	2 185,00€
Groupe 3	Chargé de communication, autres...	1 995,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service, Responsable d'arrondissements	1 260,00€
Groupe 2	Gestionnaire carrières, gestionnaire concours, gestionnaire retraites, gestionnaire Bourse de l'emploi, secrétaire du Comité Médical, secrétaire de la Commission de Réforme, secrétaire de direction, autres...	1 200,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des agents de maîtrise territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	1 260,00€
Groupe 2	Agent polyvalent, agent d'entretien, reprographe, factotum, autres...	1 200,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	1 260,00€
Groupe 2	Agent polyvalent, agent d'entretien, reprographe, factotum, autres...	1 200,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints du patrimoine territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	1 260,00€
Groupe 2	Gestionnaire des archives	1 200,00€

- × **PRECISER** que les modalités de maintien ou de suppression du CIA seront les suivants :

Le CIA suit le sort du traitement en cas de congés de maladie ordinaire, congés annuels, congés pour accident de service, congé pour maternité ou pour adoption, congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

En cas de congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie, le versement du CIA est suspendu.

- × **AUTORISER** la périodicité du versement du CIA comme suit :

Le **Complément Indemnitaire Annuel (CIA)** fera l'objet d'un versement en deux fois.

Le CIA ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Le montant sera proratisé en fonction du temps de travail.

- × **PRECISER** que les montants maxima évolueront selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

- × *PRECISER* que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} janvier 2019.
- × *PRECISER* que l'attribution du CIA fera l'objet d'arrêtés individuels.
- × *PRECISER* que le CIA est exclusif, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature.
- × *PRECISER* que les crédits seront prévus et inscrits au budget, chapitre 012.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- × *DECIDE* d'instituer l'**I**ndemnité de **F**onctions, de **S**ujétions et d'**E**xpertise (**IFSE**) et le **C**omplément **I**ndemnitaire **A**nnuel (**CIA**) selon les modalités présentées ci-avant.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIERE, le 21 décembre 2018



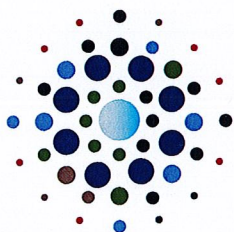
Le Président,

Bernard CAILLIAU

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS
Direction de la citoyenneté
et de la légalité

8 JAN. 2019

ARRIVÉE



DÉLIBÉRATION

2018/69

SECRÉTARIATS DU COMITÉ MÉDICAL ET DE LA COMMISSION DE RÉFORME **COUTS DES DOSSIERS POUR LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET ÉTABLISSEMENTS** **PUBLICS NON AFFILIÉS**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Vendredi 21 Décembre 2018 à 9 heures, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de Monsieur Bernard CAILLIAU, Président du CDG 62.

Cette réunion du Conseil d'Administration s'est tenue suite au report de celle organisée le Jeudi 13 Décembre 2018 faute de quorum.

La secrétaire de séance désignée est Madame Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN.

♦ **Etaient présents :**

M. Bernard CAILLIAU, Maire de LABUISSIÈRE – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BEE, Maire de ZUDAUSQUES – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Joël DUQUENOY, Conseiller Municipal à ARQUES – M. Jean-Luc FAY, Conseiller Communautaire à TERNOIS COM. – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Freddy BLOQUET, Maire de SIRACOURT.

♦ **Etaient absents ou excusés :**

M. Philibert BERRIER, Maire d'AUCHEL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Pascal BAROIS, Maire de LILLERS – Mme Sabine VAN HEGHE, Adjointe au Maire de DOURGES – M. Walter KAHN, Maire de CUCQ – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Serge JANQUIN, Adjoint au Maire de BRUAY-LA-BUISSIÈRE – M. Jean-Marie POHIER, Adjoint au Maire de MARLES-LES-MINES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Claude BACHELET, Maire de CROISETTE – M. Ludovic GUYOT, Conseiller Municipal à CALONNE-RICOUART – M. Michel LARDEZ, Adjoint au Maire de LIEVIN – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Pierre BELLANGER, Conseiller Municipal à LE TOUQUET – M. Sébastien HENQUENET, Maire de FAMECHON – M. Dominique DELECOURT, Président du SIVOM de l'Artois – M. Jean-Jacques HILMOINE, Conseiller Communautaire à la Communauté de Communes du Haut-Pays Montreuillois.



Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 25 ;

Vu la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 modifiée, relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Considérant que les conventions de mise à disposition de personnels signées pour assurer les secrétariats du Comité Médical et de la Commission de Réforme des collectivités et établissements publics non affiliés du département du Pas-de-Calais prennent fin en 2018 ;

Considérant que pour assurer cette mise à disposition pour l'année 2019, de nouvelles conventions devront être, de nouveau, signées par le Président ;

Considérant qu'il convient de fixer, pour l'année 2019, les coûts des dossiers qui seront traités pour le Comité Médical et la Commission de Réforme ;

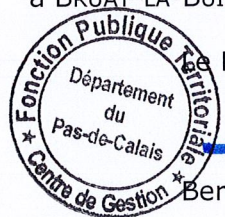
Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu les attendus de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *AUTORISE* le Président, à signer les conventions de mise à disposition de personnels pour assurer les secrétariats du Comité Médical et de la Commission de Réforme des collectivités et établissements publics non affiliés du département du Pas-de-Calais.
- ♦ *FIXE* le coût du dossier, pour l'année 2019, à 170,00€ pour le Comité Médical et 170,00€ pour la Commission de Réforme.
- ♦ *PRECISE* que chaque dossier traité, qu'il soit finalisé ou pas (passage en séance), sera facturé au tarif en vigueur, soit 170,00€.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 21 décembre 2018



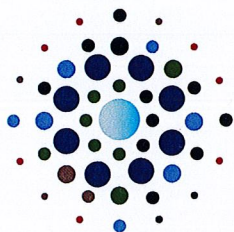
Le Président,

Bernard CAILLIAU

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS
Direction de la citoyenneté
et de la légalité

- 8 JAN. 2019

ARRIVÉE



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

DÉLIBÉRATION

2018/70

TABLEAU DES EFFECTIFS

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Vendredi 21 Décembre 2018 à 9 heures, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de Monsieur Bernard CAILLIAU, Président du CDG 62.

Cette réunion du Conseil d'Administration s'est tenue suite au report de celle organisée le Jeudi 13 Décembre 2018 faute de quorum.

La secrétaire de séance désignée est Madame Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN.

♦ Etaient présents :

M. Bernard CAILLIAU, Maire de LABUISSIÈRE – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BEE, Maire de ZUDAUSQUES – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Joël DUQUENOY, Conseiller Municipal à ARQUES – M. Jean-Luc FAY, Conseiller Communautaire à TERNOIS COM. – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Freddy BLOQUET, Maire de SIRACOURT.

♦ Etaient absents ou excusés :

M. Philibert BERRIER, Maire d'AUCHEL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Pascal BAROIS, Maire de LILLERS – Mme Sabine VAN HEGHE, Adjointe au Maire de DOURGES – M. Walter KAHN, Maire de CUCQ – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Serge JANQUIN, Adjoint au Maire de BRUAY-LA-BUISSIÈRE – M. Jean-Marie POHIER, Adjoint au Maire de MARLES-LES-MINES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Claude BACHELET, Maire de CROISETTE – M. Ludovic GUYOT, Conseiller Municipal à CALONNE-RICOUART – M. Michel LARDEZ, Adjoint au Maire de LIEVIN – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Pierre BELLANGER, Conseiller Municipal à LE TOUQUET – M. Sébastien HENQUENET, Maire de FAMECHON – M. Dominique DELECOURT, Président du SIVOM de l'Artois – M. Jean-Jacques HILMOINE, Conseiller Communautaire à la Communauté de Communes du Haut-Pays Montreuillois.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Considérant que la mention obligatoire de la référence à la délibération créant l'emploi initial dans l'acte d'engagement d'un agent public, quelles que soient les modalités d'occupation de cet emploi, résulte de la nomenclature des pièces justificatives exigibles à l'occasion du premier paiement ;

Vu l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Douai du 3 avril 2002 qui dispose que l'état du personnel fixant les effectifs budgétaires ne saurait se substituer à la délibération portant création d'emplois prévue par l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 ;

Vu le jugement de la Chambre Régionale des Comptes de Champagne-Ardenne Lorraine du 15 avril 2015 qui dispose que l'existence de crédits votés suffisants pour permettre le premier mandatement de la dépense ne peut se substituer à la délibération portant création d'emplois ;

Considérant qu'aux termes de l'instruction NOR : FCPE1610506J du 15 avril 2016, l'ordonnateur doit rectifier les pièces produites au comptable ou les compléter lorsqu'elles ne répondent pas aux exigences de la nomenclature ;

Considérant que le contrôle du comptable portant sur la présence de l'acte d'engagement mentionnant la référence à la délibération créant l'emploi, est susceptible de concerner également le recrutement des fonctionnaires ;

Considérant la mise en cause possible de sa responsabilité personnelle et pécuniaire, le comptable est fondé, en l'absence de cette référence, à refuser le paiement de la rémunération de l'agent ;

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu les attendus de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

♦ *DECIDE* la création de :

- 1 poste de **gestionnaire de l'arrondissement de Saint-Omer** au sein du service gestion des carrières ouvert au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux.

PRECISE que si aucun fonctionnaire remplissant les conditions ne postule, un contractuel pourra être recruté. Il sera rémunéré sur la base de la grille indiciaire du cadre d'emplois des adjoints administratifs, au grade d'adjoint administratif.

OCTROIE à l'adjoint administratif recruté (statutaire ou contractuel), un régime indemnitaire composé de l'IFSE et du CIA conformément aux délibérations du Conseil d'Administration. Des arrêtés individuels fixeront les montants.

- 1 poste de **gestionnaire pour le secrétariat, le suivi des contractuels et l'organisation des instances paritaires** au sein du service gestion des carrières ouvert au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux.

PRECISE que si aucun fonctionnaire remplissant les conditions ne postule, un contractuel pourra être recruté. Il sera rémunéré sur la base de la grille indiciaire du cadre d'emplois des adjoints administratifs, au grade d'adjoint administratif.

OCTROIE à l'adjoint administratif recruté (statutaire ou contractuel), un régime indemnitaire composé de l'IFSE et du CIA conformément aux délibérations du Conseil d'Administration. Des arrêtés individuels fixeront les montants.

- 1 poste de **gestionnaire de la filière technique** au sein du service concours ouvert au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux.

PRECISE que si aucun fonctionnaire remplissant les conditions ne postule, un contractuel pourra être recruté. Il sera rémunéré sur la base de la grille indiciaire du cadre d'emplois des adjoints administratifs, au grade d'adjoint administratif.

OCTROIE à l'adjoint administratif recruté (statutaire ou contractuel), un régime indemnitaire composé de l'IFSE et du CIA conformément aux délibérations du Conseil d'Administration. Des arrêtés individuels fixeront les montants.

- 1 poste de **Délégué à la Protection des Données (DPD)** au sein du service usages numériques et informatiques ouvert aux cadres d'emplois des ingénieurs et techniciens territoriaux.

PRECISE que si aucun fonctionnaire remplissant les conditions ne postule, un contractuel pourra être recruté. Il sera rémunéré sur la base de la grille indiciaire du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, au grade d'ingénieur ou sur la base de la grille indiciaire du cadre d'emplois des techniciens territoriaux, au grade de technicien.

OCTROIE à l'ingénieur ou au technicien recruté (statutaire ou contractuel), un régime indemnitaire composé de l'ISS et la PSR conformément aux délibérations du Conseil d'Administration en date du 20 février 2009 et du 29 janvier 2010. Des arrêtés individuels fixeront les montants.

- ♦ *PRECISE* que les crédits correspondants seront inscrits au budget, chapitre 012

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 21 décembre 2018

Président,

Bernard CAILLIAU

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS
Direction de la citoyenneté
et de la légalité

8 JAN. 2019

ARRIVÉE